

Curriculum vitae

Daniel DUMONT

I. Informations générales

1.1. Nom, prénoms : DUMONT, Daniel, Marie, Xavier, Henri

1.2. Sexe : M

1.3. Pays, ville et date de naissance : Belgique, Bruxelles, le 14 octobre 1982

1.4. Nationalité : Belge

1.5. Adresse professionnelle :

Université libre de Bruxelles

Faculté de droit et de criminologie

Centre de droit public

Avenue F.D. Roosevelt, 50

CP 137

B-1050 Bruxelles

<http://droit-public.ulb.ac.be>

1.6. Téléphones, fax et e-mail :

Professionnel : 02/650 32 49

Fax : 02/650 45 46

daniel.dumont@ulb.ac.be

1.7. Connaissance des langues :

- active : français (langue maternelle), anglais (niveau intermédiaire) et néerlandais (niveau de base)

- passive : français, anglais et néerlandais

II. Titres universitaires

Docteur en droit, licencié en philosophie et titulaire d'un certificat universitaire en éthique économique et sociale

Grades par année, institutions délivrantes et titre des travaux de fin de cycle

- 2006-2010 : Doctorat en droit à l'Université Saint-Louis

Dissertation doctorale : « La responsabilisation des personnes sans emploi en question. Une étude critique de la contractualisation des prestations sociales en droit belge de l'assurance chômage et de l'aide sociale » (575 p.)

Promoteur : François Ost (Université Saint-Louis et Université de Genève)

Jury : Jean De Munck (Université catholique de Louvain), Bernadette Graulich (Université de Liège), Johan Put (KU Leuven), Alain Supiot (Université de Nantes et Collège de France) et Pascale Vielle (Université catholique de Louvain)

- 2006-2007 : Licence en philosophie à l'Université catholique de Louvain

La plus grande distinction

Mémoire de fin d'étude : « Figures de la responsabilité dans l'Etat social. Eléments pour une philosophie de la sécurité sociale » (19/20).

Promoteur : Hervé Pourtois ; co-promoteur : Jean De Munck ; lecteur : Philippe Van Parijs

- 2005-2006 : . Certificat universitaire en éthique économique et sociale à l'Université catholique de Louvain (Chaire Hoover)

Réussi avec une moyenne de 90 %, 1^{er} de promotion (pas de grade délivré

pour ce diplôme)

. Licence en philosophie à l'Université catholique de Louvain
(diplôme pour porteur d'un titre de licencié, étalé sur deux ans)

- 2004-2005 : 3^{ème} licence en droit à l'Université catholique de Louvain

La plus grande distinction, 1^{er} de promotion

Travail de fin d'étude en droit social (avec P. Claes) : « Droit social et gratuité. Pour un statut des travailleurs bénévoles » (19/20).

Promotrice : Pascale Vielle

Séjour d'échange à l'Université d'Ottawa (Canada) de janvier à mai 2005

- 2003-2004 : 2^{ème} licence en droit à l'Université catholique de Louvain

Grande distinction

- 2002-2003 : 1^{ère} licence en droit à l'Université catholique de Louvain

Grande distinction

- 2001-2002 : . 2^{ème} candidature en droit à l'Université Saint-Louis

Grande distinction, 2^{ème} de promotion

. 2^{ème} candidature en philosophie à l'Université Saint-Louis

Grande distinction

- 2000-2001 : . 1^{ère} candidature en droit à l'Université Saint-Louis

Grande distinction

. 1^{ère} candidature en philosophie à l'Université Saint-Louis

(diplôme pour porteur d'un titre de candidat, étalé sur deux ans)

III. Carrière scientifique

3.1. Postes occupés

- (Du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2013, chargé de recherches du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) rattaché à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis : mandat décliné)
- Du 1^{er} octobre 2006 au 30 septembre 2010, aspirant du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) rattaché à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis

3.2. Séjour d'étude à l'étranger

- Du 1^{er} septembre 2011 au 1^{er} juin 2012, *visiting scholar* à la University of California, Los Angeles (UCLA), School of Law (*Faculty sponsors* : Prof. Katherine Stone et Noah Zatz).

IV. Carrière d'enseignement

4.1. Enseignement universitaire

Depuis 2010, chargé de cours à temps plein à la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB.

Cours enseignés :

- Droit de la sécurité sociale (24h), dans les masters en droit, en sciences du travail et en gestion des ressources humaines – approximativement 650 étudiants ;
- Droit approfondi de la sécurité sociale (24h), dans le master en droit et le master de spécialisation en droit social (suppléé en 2015-2016, en raison d'un double auditoire en Droit de la sécurité sociale, et 2016-2017) – approximativement 150 étudiants ;
- Droit social européen (24h), dans le master en droit, le master de spécialisation

en droit social et le master de spécialisation en droit européen – approximativement 50 étudiants ;

- Droit social comparé (24h), dans le master en droit et le master de spécialisation en droit social – approximativement 50 étudiants ;
- Méthodologie de la recherche et de la rédaction en droit social (12h), dans le master en droit – approximativement 50 étudiants.

Charges antérieures :

- De 2007 à 2014, titulaire d'un Séminaire de théorie du droit (30h) en deuxième et troisième années du baccalauréat à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis, d'abord en tant qu'assistant (2007-2009), puis en tant que professeur invité (2010-2014).
- De 2006 à 2008, assistant pour le cours de Méthodologie juridique en première année du baccalauréat à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis.

4.2. Encadrement de travaux de fin de deuxième et de troisième cycles

4.2.1. Mémoires de deuxième cycle

Encadrement chaque année de mémoires et de travaux de fin d'études dans le cadre du master en droit, du master en sciences du travail, du master de spécialisation en droit social et du master de spécialisation en droit européen.

4.2.2. Thèses de doctorat

Thèses défendues :

- participation au jury de la thèse de Xixue Shang (Vrije Universiteit Brussel) intitulée *International Standards on Legal Protection of Prisoners' Labor and Social Security Rights*, défendue le 26 octobre 2017, sous la promotion de Guido Van Limberghen et Sonja Snacken ;
- président du comité d'accompagnement et participation au jury de la thèse d'Adélaïde Remiche (ULB) intitulée *La justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels en Belgique. Etude analytique et prospective à la lumière de la jurisprudence internationale*,

- défendue le 20 janvier 2017, sous la promotion d'Annemie Schaus et Olivier De Schutter ;
- participation au jury de la thèse d'Astrid Coates (Universiteit Antwerpen) intitulée *De maatschappelijke onderneming vanuit Europeesrechtelijke perespectief*, défendue le 27 juin 2016, sous la promotion d'Anne-Marie Van den Bossche ;
 - participation au jury de la thèse d'Elise Dermine (Université catholique de Louvain) intitulée *Le droit au travail et les politiques d'activation des personnes sans emploi. Une étude critique de l'action du droit international des droits humains dans la recomposition des politiques sociales nationales*, défendue le 8 décembre 2015, sous la promotion de Pascale Vielle ;
 - membre du comité d'accompagnement et participation au jury de la thèse de Vanessa De Greef (ULB) intitulée *Droit au travail et troubles mentaux. Une analyse critique des exclusions et des inclusions par le droit en assurance chômage et en aide sociale*, défendue le 29 avril 2015, sous la promotion de Johanne Poirier.

Thèses en cours :

- depuis 2015, co-promoteur, avec Fabienne Kéfer, de la thèse de Quentin Detienne (Université de Liège) ;
- depuis 2015, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Jean-François Neven (Université de Namur) ;
- depuis 2017, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Jean-Benoît Maisin (Université Saint-Louis) ;
- depuis 2017, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Coline Fievet (Université de Namur) ;
- depuis 2017, promoteur, avec Julie Ringelheim, de la thèse de Lucien Rigaux (ULB).

V. Publications et activités scientifiques

5.1. Listes des publications

5.1.1. Monographies

1. *La responsabilisation des personnes sans emploi en question. Une étude critique de*

la contractualisation des prestations sociales en droit belge de l'assurance chômage et de l'aide sociale, préface de M. van de Kerchove, Bruxelles, la Charte, coll. « Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2012, 613 p.

2. avec P. CLAES, *Le nouveau statut des bénévoles. Commentaire de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et réflexions sur le droit social et la gratuité*, préface de P.-P. Van Gehuchten, Bruxelles, Larcier, coll. « Les dossiers du Journal des tribunaux », 2006, 224 p. ; mise à jour au 1^{er} octobre 2006, 24 p., en ligne sur :
http://editions.larcier.com/resource/extra/9782804422585/mise_à_jour_1er_octobre_2006.pdf.

5.1.2. Coordination ou direction d'ouvrages et de numéros spéciaux de revues

1. coord. avec A. LAMINE et J.-B. MAISIN, *Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants*, Bruxelles, Larcier, coll. « Droit social », en préparation.
2. coord. avec E. DERMINE et E. SLAUTSKY du dossier « Marchés publics et dumping social », *Marchés et contrats publics/Overheidsopdrachten en -overeenkomsten*, vol. 8, n° 1, 2018, p. 3-90, sous presse.
3. coord. avec C. NAGELS et G. VAN LIMBERGHEN du dossier « Le nouveau paysage des inspections sociales », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 59, n° 2, 2017, p. 255-322.

Également en néerlandais : « De sociale inspectiediensten herschikt », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 59, n° 2, 2017, p. 259-326.

4. dir. avec F. DORSSEMONT du numéro spécial « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 1-2, p. 1-524.

Également publié sous forme d'ouvrage : dir. avec F. DORSSEMONT, *Aux sources du droit social : en hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen : als eerbetoon aan Micheline Jamouille*, Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2017, 562 p.

5. coord. *Questions transversales en matière de sécurité sociale*, Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2017, 224 p.
6. dir. du numéro spécial « L'impact de la sixième réforme de l'Etat sur la sécurité sociale et le marché du travail : regards de juristes », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 57, n° 2, 2015, p. 173-464.
Egalement en néerlandais : « De impact van de zesde staats hervorming op de sociale zekerheid en de arbeidsmarkt : een kijk van juristen », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 57, n° 2, 2015, p. 171-476.
7. dir. avec E. DERMINE, *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, 280 p.
8. coord. avec P.-P. VAN GEHUCHTEN, *Actualités en matière de bien-être au travail*, Bruxelles, Bruylant, coll. « UB³ », 2014, 294 p.
9. dir. du dossier « Droits de l'homme et politiques d'activation des personnes sans emploi/Human Rights and Activation Policies for the Unemployed », *Journal européen des droits de l'homme/European Journal of Human Rights*, vol. 1, n° 5, 2013, p. 741-803.
10. coord. avec W. VAN EECKHOUTTE et R. CARTON, *De communautarisering van de gezinsbijslagregeling/La communautarisation des allocations familiales*, Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2013, 188 p.

5.1.3. Chapitres d'ouvrage collectif

1. avec E. DERMINE, « Le droit social et le productivisme. Marché, démarchandisation et transition écologique », *De taal is gans het recht. Liber amicorum Willy van Eeckhoutte* (coord. M. De Vos, P. Humblet, F. Kéfer et H. Van Hoorde), Malines, Kluwer, 2018, p. 35-78, sous presse.
2. « Article 34 : sécurité sociale et aide sociale », *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article* (dir. F. Picod et S. Van Drooghenbroek, avec la collaboration de C. Rizcallah), Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne », 2017, p. 723-757.
3. « Le 'droit à la sécurité sociale' consacré par l'article 23 de la Constitution : quelle

- signification et quelle justiciabilité ? », *Questions transversales en matière de sécurité sociale* (coord. D. Dumont), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2017, p. 11-98.
4. avec H. MORMONT, « Le droit à l'aide sociale des élèves et des étudiants », obs. sous Cass. (3^{ème} ch.), 22 septembre 2008, *Les grands arrêts du droit de l'enseignement* (dir. X. Delgrange, L. Detroux et M. El Berhoumi), Bruxelles, Larcier, coll. « Grands arrêts », 2016, p. 521-538.
 5. avec la collaboration de N. VAN LEUVEN, « Le droit bruxellois de l'emploi et de la formation professionnelle en mouvement : de la création de la Région à la veille de la sixième réforme de l'Etat », *Le droit bruxellois. Un bilan après 25 ans d'application (1989-2014)* (dir. P.-O. de Broux, B. Lombaert et D. Yernault), Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 1257-1366.
 6. « Activation Policies for the Unemployed in the United States : Work First », *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work* (dir. E. Dermine et D. Dumont), Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, p. 59-76.
 7. avec E. DERMINE, « Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work : Which Interactions ? », *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work* (dir. E. Dermine et D. Dumont), Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, p. 11-20.
 8. avec P.-P. VAN GEHUCHTEN, « Sortir le droit du bien-être au travail de l'oubli », *Actualités en matière de bien-être au travail* (coord. D. Dumont et P.-P. Van Gehuchten), Bruxelles, Bruylant, coll. « UB³ », 2014, p. 7-17.
 9. « Le dialogue social européen et ses instruments : du *soft* au *hard law*, et retour », *Les sources du droit revisitées* (dir. I. Hachez et al.), vol. 1, *Normes internationales et constitutionnelles*, Limal, Anthemis, 2013, p. 329-380.
 10. avec E. DERMINE et J.-F. NEVEN, « L'activation des chômeurs, vecteur de flexibilisation ou de rigidification des sanctions ? », *La flexibilité des sanctions* (dir. D. Kaminski), Actes des XXI^e journées juridiques Jean Dabin, Bruxelles, Bruylant, coll. « Bibliothèque de la Faculté de droit et de criminologie de l'Université catholique de Louvain », 2012, p. 317-341.
 11. « Du minimex au droit à l'intégration sociale : beaucoup de bruit pour rien ? », *Les droits sociaux fondamentaux dans la lutte contre la pauvreté* (dir. V. van der

Plancke), Bruxelles, La Charte, coll. « Droit en mouvement », 2012, p. 129-158.

12. « Responsabilisation et droits sociaux : en deçà ou au-delà de l'Etat-providence ? », *Traduire nos responsabilités planétaires, recomposer nos paysages juridiques* (dir. C. Eberhard), Bruxelles, Bruylant, coll. « Bibliothèque de l'Académie européenne de théorie du droit », 2008, p. 147-175.

5.1.4. Articles dans des revues scientifiques

1. « Le revenu de base universel, avenir de la sécurité sociale ? », en préparation pour la *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2019, n° 1, « La quatrième révolution industrielle et le droit social ».
2. avec L. RIGAUX, « Vingt ans d'assurance dépendance en Flandre (1999-2018) : état des lieux d'une législation sociale méconnue », en préparation pour la *Revue belge de sécurité sociale*, approximativement 60 p.
3. avec H. MORMONT, « Le point sur le droit à l'aide sociale des élèves et des étudiants », *Journal du droit des jeunes*, n° 369, dossier « Pauvreté infantile : quelles protections sociales pour les jeunes ? », 2017, p. 18-26.
4. « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? Sécurité sociale et démocratie parlementaire », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 1-2, « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamoulle/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamoulle » (dir. D. Dumont et F. Dorssemont), p. 113-146.

Également publié sous forme de chapitre d'ouvrage : « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? Sécurité sociale et démocratie parlementaire », *Aux sources du droit social : en hommage à Micheline Jamoulle/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen : als eerbetoon aan Micheline Jamoulle* (dir. F. Dorssemont et D. Dumont), Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2017, p. 117-153.

5. « Les titres-services : développement des emplois de proximité ou redistribution à rebours ? Un état des lieux à l'heure de la régionalisation », *Journal des tribunaux du travail*, n° 1244, 2016, p. 145-150.

6. « L'emploi et la formation professionnelle après la sixième réforme de l'Etat : quelles perspectives (en particulier à Bruxelles) ? », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 57, n° 2, « L'impact de la sixième réforme de l'Etat sur la sécurité sociale et le marché du travail : regards de juristes » (dir. D. Dumont), 2015, p. 307-409.

Egalement en néerlandais : « Tewerkstelling en beroepsopleiding na de zesde staatshervorming : welke vooruitzichten (in het bijzonder voor Brussel) ? », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 57, n° 2, « De impact van de zesde staatshervorming op de sociale zekerheid en de arbeidsmarkt : een kijk van juristen » (ed. D. Dumont), 2015, p. 313-420.

7. « La sécurité sociale et la sixième réforme de l'Etat : rétroactes et mise en perspective générale », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 57, n° 2, « L'impact de la sixième réforme de l'Etat sur la sécurité sociale et le marché du travail : regards de juristes » (dir. D. Dumont), 2015, p. 175-226.

Egalement en néerlandais : « De sociale zekerheid en de zesde staatshervorming : voorgeschiedenis en algemene beschouwing », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 57, n° 2, « De impact van de zesde staatshervorming op de sociale zekerheid en de arbeidsmarkt : een kijk van juristen » (ed. D. Dumont), 2015, p. 175-228.

8. « Arrêt *Dano* : fin du 'tourisme social', ou de la citoyenneté européenne ? », *Journal de droit européen*, n° 219, 2015, p. 196-199.

9. « Que peuvent les droits de l'homme face aux politiques de retour à l'emploi autoritaires ? » *Journal européen des droits de l'homme/European Journal of Human Rights*, vol. 1, n° 5, introduction au dossier « Droits de l'homme et politiques d'activation des personnes sans emploi/Human Rights and Activation Policies for the Unemployed », 2013, p. 741-745.

10. « Dégressivité accrue des allocations de chômage *versus* principe de standstill », *Journal des tribunaux*, n° 6541, 2013, p. 769-776.

11. « Un regard européen sur l'Etat-providence américain », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 55, n° 3, 2013, p. 403-448.

- Egalement en néerlandais : « Een Europese blik op de Amerikaanse welvaartsstaat », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 55, n° 3, 2013, p. 407-454.
12. « A European View on the American Welfare State », *European Journal of Social Law*, vol. 3, n° 1, 2013, p. 4-36.
 13. « Le système de soins de santé américain et sa réforme sous Obama », *Informations sociales*, n° 177, « Le volontarisme aux Etats-Unis : un lien social à l'épreuve » (coord. N. Duvoux), 2013, p. 40-49.
 14. « Activation rime-t-elle nécessairement avec stigmatisation ? Une mise en perspective critique du procès de l'Etat social actif », *Droit et société*, n° 78, 2011, p. 447-471.
 15. « De Tocqueville à Lucky Bunny : la (dé)responsabilisation des personnes sans emploi en question », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 65, 2010, p. 229-246 ; *Chroniques de droit social*, 2011, n° 3, p. 101-106.
 16. « Pour ou contre l'activation des chômeurs ? Une analyse critique du débat », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2010, n° 3, p. 355-385.
 17. « Les traductions de l'activation'. La douce européanisation des systèmes nationaux de protection sociale », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 63, 2009, p. 1-94.
 18. « Vers un Etat social 'actif' ? », *Journal des tribunaux*, n° 6300, 2008, p. 133-139.
 19. « L'applicabilité de la réglementation du travail aux bénévoles. Quand le législateur tourne en rond... », *Les dossiers d'ASBL actualités*, 2007, n° 1, « La nouvelle législation relative aux volontaires » (coord. M. Davagle), p. 201-215.
 20. « Le bénévolat : contrat de travail, contrat civil ou non-droit ? Enquête sur la qualification juridique de l'engagement à titre gratuit », *Les dossiers d'ASBL actualités*, 2007, n° 1, « La nouvelle législation relative aux volontaires » (coord. M. Davagle), p. 75-105.
 21. avec P. CLAES, « Le nouveau statut des volontaires », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1894, 2005, 39 p.

5.1.5. Comptes rendus, recensions, études critiques

1. « J. Van Langendonck, *Handboek socialezekerheidsrecht* (9^{ème} éd.) », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 3, p. 681-685.
2. « Essentialiser la sécurité sociale pour la défendre ? A propos de C. Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie* », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 78, 2017, p. 219-232.
3. « De l'égalité des ressources à la 'troisième voie'. A propos de R. Dworkin, *La vertu souveraine* », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 61, 2008, p. 135-144.
4. « F. Cantelli et J.-L. Genard (coord.), *Action publique et subjectivité. Regard sur les intentions de l'ouvrage* », *Droit et société*, n° 67, 2007, p. 774-778.
5. « La sécurité sociale a soixante ans. Rétrospectives et perspectives lors des XIX^e journées juridiques Jean Dabin (15-17 décembre 2005) », *Journal des tribunaux*, n° 6220, 2006, p. 250-251.

5.1.6. Autres

1. avec E. DERMINE et E. SLAUTSKY, « Avant-propos », *Marchés et contrats publics/Overheidsopdrachten en -overeenkomsten*, vol. 8, n° 1, « Marchés publics et dumping social », 2018, p. 5-6, sous presse.
2. avec C. NAGELS et G. VAN LIMBERGHEN, « Avant-propos », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 59, n° 2, « Le nouveau paysage des inspections sociales », 2017, p. 257-259.

Egalement en néerlandais : « Woord vooraf », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 59, n° 2, « De sociale inspectiediensten herschikt », 2017, p. 261-263.

3. avec F. DORSSEMONT, « Avant-propos/Woord vooraf », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 1-2, « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille » (dir. D. Dumont et F. Dorssemont), p. 5-6.

Egalement publié dans l'ouvrage : « Avant-propos/Woord vooraf », *Aux sources du droit social : en hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen : als eerbetoon aan Micheline Jamouille* (dir. F. Dorssemont et D.

Dumont), Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2017, p. v-viii.

4. « Avant-propos : le droit de la sécurité sociale en quête de cohérence, la doctrine sociale au défi de la transversalité », *Questions transversales en matière de sécurité sociale* (coord. D. Dumont), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2017, p. 7-10.
5. « Avant-propos : prix Vivès », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2014, n° 4, p. 379-381.

5.2. Activités scientifiques

5.2.1. Participations à des colloques, congrès, journées d'étude et séminaires

- avec F. TULKENS, « Introduction aux droits économiques et sociaux : juridicité, universalité, (in)conditionnalité et effectivité », exposé dans le cadre de la XI^{ème} rencontre internationale du RETIS (Réseau européen transrégional pour l'inclusion sociale) à Cecina Mare (Italie), le 18 juillet 2005.
- « Le bénévolat face au droit du travail », exposé lors de l'après-midi d'étude sur « La nouvelle législation relative aux volontaires » organisée par Syneco à la Fondation universitaire, à Bruxelles, le 27 février 2007.
- « Responsabilisation et droits sociaux : en deçà ou au-delà de l'Etat-providence ? », exposé lors du colloque international « Droit, gouvernance et développement durable. Les nouveaux chemins de la responsabilité » organisé à l'Université Saint-Louis les 25, 26 et 27 octobre 2007.
- « Vers un Etat social 'actif' ? », exposé au séminaire « Mobilités » du Centre d'études sociologiques (CES) de l'Université Saint-Louis le 9 mai 2008.
- « Activation, contrat et dignité », exposé à l'atelier « Sécurité sociale et dignité » lors du colloque « Droit & dignité » organisé à Liège par l'Ordre des avocats du barreau de Liège les 6 et 7 novembre 2008.
- « Les traductions de l'activation'. La douce européanisation des systèmes nationaux de protection sociale », exposé au Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques (SIEJ) de l'Université Saint-Louis le 24 novembre 2008, dans

le cadre d'un cycle de réflexion portant sur le thème « La construction des droits européens : pouvoirs, traductions et transpositions ».

- « L'Union européenne et la sécurité sociale : peut-on parler d'une européanisation des systèmes nationaux de protection sociale ? », exposé à l'Institut d'études européennes (IEE) de l'Université Saint-Louis le 18 février 2009, dans le cadre d'un séminaire ARC consacré à « L'européanisation du droit, de l'action publique et des normes sociales ».
- « Responsabiliser sans culpabiliser ? », exposé lors du colloque « L'humanisme démocratique : d'une philosophie politique à un projet politique » organisé par le CEPES à la Bibliothèque royale de Belgique, à Bruxelles, le 2 mars 2009.
- « Pour ou contre l'activation des chômeurs ? », exposé à la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'Université catholique de Louvain le 2 mars 2010.
- « Un regard de juriste sur la procédure d'activation du comportement de recherche d'emploi », exposé à la journée d'étude sur « L'activation du comportement de recherche d'emploi favorise-t-elle un retour plus rapide à l'emploi ? » organisée par la Politique scientifique fédérale et l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) de l'Université catholique de Louvain au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, à Bruxelles, le 24 février 2011.
- « La contractualisation de l'aide sociale : une évolution bénéfique ? », exposé au cercle Wresinski de l'association ATD-Quart Monde le 11 mai 2011.
- « Le plan d'activation des chômeurs : une politique publique controversée », midi du Centre de droit public de l'ULB le 13 mai 2011.
- « Les accords-cadres issus du dialogue social européen », intervention au séminaire « Les sources du droit revisitées » organisé par le Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques de l'Université Saint-Louis le 28 juin 2011.
- « A European View on American Antipoverty Policies », présentation à la UCLA School of Law, à Los Angeles, le 25 avril 2012.
Discutant : Yeheskel Hasenfeld.
- « Un regard européen sur les politiques américaines de protection sociale et de lutte contre la pauvreté », midi du Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis le 9

novembre 2012.

- « Abandonner ou renforcer la conditionnalité des prestations sociales ? Allocation universelle vs orthodoxie économique », exposé au Centre de recherche interdisciplinaire droit, entreprise et société (CRIDES) de l'Université catholique de Louvain le 7 décembre 2012.
- « Un droit au travail ? », introduction et animation de l'atelier sur « Le droit au travail » lors du colloque « Mieux vivre ensemble : 10 ans de droit à l'intégration sociale, 10 ans du SPP Intégration sociale » organisé par le SPP Intégration sociale au centre Pachéco, à Bruxelles, le 13 décembre 2012.
- « Activation Policies for the Unemployed in the United States : Work First », exposé lors du colloque international « Activation Policies for the Unemployed, Right to Work and Freedom of Work » co-organisé par le Centre interdisciplinaire de recherche travail, économie et société (CIRTES) de l'Université catholique de Louvain et le Centre de droit public de l'ULB au European Trade Union Institute, à Bruxelles, le 15 mars 2013.
- « Les Etats-Unis ont-ils (encore) un Etat-providence ? », midi du Centre de droit public de l'ULB le 14 mai 2013.
Répondant : Katya Long.
- avec N. VAN LEUVEN, « Le droit bruxellois de l'emploi et de la formation professionnelle », exposé lors du colloque « 25 ans de droit bruxellois (1989-2014) : un premier bilan » co-organisé par le Centre de droit public de l'ULB et le Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis, au Parlement de la Région Bruxelles-Capitale, le 23 avril 2014.
- « Le renforcement de la dégressivité des allocations de chômage est-il conforme à l'article 23 de la Constitution ? », exposé lors de la journée d'études « Protection sociale et pauvreté : pour quelles raisons les personnes pauvres sont-elles sous-protégées ? » organisée par le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, à Bruxelles, le 29 avril 2014.
- « Le renforcement de la dégressivité des allocations de chômage est-il conforme à l'article 23 de la Constitution ? », exposé lors de la journée de formation des

services juridiques des fédérations régionales de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), à Bouge, le 14 mai 2014.

- « Les politiques de lutte contre la pauvreté aux Etats-Unis : hors du travail, point de salut ? », exposé au Centre de théorie politique de l'ULB le 20 mai 2014.
Répondant : Quentin Landenne.
- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », exposé à la FGTB Bruxelles le 5 septembre 2014.
- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », midi de la Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale d'insertion (FeBISP), le 8 septembre 2014.
- « Le renforcement de la dégressivité des allocations de chômage », exposé lors de la journée de réflexion « Les droits sociaux ont-ils un avenir ? » organisée par la Ligue des droits de l'homme, à Bruxelles, le 10 octobre 2014.
- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », exposé lors des états généraux de l'insertion organisés par la Fédération des CPAS de Wallonie, au centre culturel La Marlagne, à Wépion, le 14 octobre 2014.
- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », exposé à la mission locale de Molenbeek-saint-Jean le 13 novembre 2014.
- avec P. JOASSART, « La sixième réforme de l'Etat et l'assurance chômage », exposé lors de l'après-midi d'études « La sécurité sociale dans l'Etat fédéral : incidences de la sixième réforme de l'Etat et perspectives » organisée par le Centre de recherche sur l'Etat et la Constitution (CRECO) de l'Université catholique de Louvain le 13 mars 2015.
- « Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work : Which Interactions ? », présentation lors de la seconde conférence du Labour Law Research Network (LLRN) organisée par le Hugo Sinzheimer Instituut de l'Université d'Amsterdam, à Amsterdam, le 26 juin 2015.
Discutante : Virginia Mantouvalou.
- « Contractualiser l'aide octroyée aux personnes sans-abri ? Réflexions à partir

de l'expérience du droit de l'aide sociale », exposé lors de la journée « Le travail de jour avec les personnes sans-abri, de l'urgence à l'insertion durable » organisée par l'ASBL Comme chez nous, à Charleroi, le 26 novembre 2015.

- « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? », exposé lors du séminaire « Aux sources du droit social/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen » organisé par l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS) au Conseil national du travail, à Bruxelles, le 10 mai 2016.

Discutant : Jonathan de Wilde

- « Réformes récentes de la protection sociale en Belgique : vers un accroissement des inégalités ? », exposé au Centre Maurice Halbwachs de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris, le 17 mai 2016.
- Réplique à l'exposé de Jürgen Vanpraet sur la « Arbeidsmarktbeleid » lors de la matinée d'études « De bevoegdheden van de gewesten : hoe wegwijs geraken in de bevoegheidsverdeling in het federale België ? » organisée par Studipolis au Sénat, à Bruxelles, le 10 juin 2016.
- « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? », midi du Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis le 17 juin 2016.
- « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? », exposé lors de la biennale du droit social 2016 sur le thème « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille » organisée par l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS) au Palais des Académies, à Bruxelles, le 21 octobre 2016.
- Réplique à l'exposé de Philippe Defeyt sur « Précarité et décroissance » au séminaire « Le droit en transition. La science juridique dans une société de l'après-croissance » organisé par le Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques de l'Université Saint-Louis le 8 décembre 2016.
- Réplique à l'exposé de Jeroen Van Nieuwenhove sur la « Gezondheidsbeleid » lors de la matinée d'études « De bevoegdheden van de gemeenschappen: hoe wegwijs geraken in de bevoegheidsverdeling in het federale België ? » organisée

par Studipolis au Sénat, à Bruxelles, le 24 mars 2017.

- « Le 'droit à la sécurité sociale' consacré par l'article 23 de la Constitution : quelle signification et quelle justiciabilité ? », exposé lors du recyclage UB³ sur le thème « Questions transversales en matière de sécurité sociale » co-organisé par l'ULB, l'Université Saint-Louis et le barreau de Bruxelles, le 24 avril 2017.
- Discutant de l'exposé de Marc-Antoine Sabaté sur « L'allocation universelle au-delà de l'Etat social actif : pour une nouvelle approche de l'inconditionnalité et de la réciprocité » au Centre de théorie politique de l'ULB le 6 juin 2017.
- Président de la séance « Recours contre des mesures nationales d'austérité 'volontaire' visant à rencontrer les normes budgétaires européennes » lors du colloque international sur « L'austérité en procès. Mobilisations judiciaires et politiques d'austérité en Europe » organisé à l'ULB les 21 et 22 septembre 2017.
- avec C. MAHIEU et E. SLAUTSKY, « Soins de santé : vers une assurance autonomie pour Bruxelles », exposé au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale le 19 octobre 2017.
- Président de la séance « Mobiliser le droit pour orienter les pratiques » lors de la journée d'études sur « Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants » co-organisée par le Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis, le Centre de recherche interdisciplinaire droit, entreprise et société (CRIDES) de l'Université catholique de Louvain et le Centre de droit public de l'ULB au Conseil économique et social européen le 28 mars 2018.
- avec Y. VANDERBORGHT, introduction de la séance « Protection sociale, politique de l'emploi et inégalités » (intervenants principaux : B. Vanhercke et S. Jacquot) dans le cadre du cycle de séminaires « Lutte contre les inégalités : quel rôle pour l'Union européenne ? », le 25 avril 2018 à l'Université Saint-Louis.

5.2.2. Appartenance à des sociétés savantes

- Membre, et co-président de 2014 à 2016, de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS)/Belgisch Genootschap voor Arbeids- en Socialezekerheidsrecht (BEGASOZ)

- Membre associé de la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'Université catholique de Louvain
- Membre associé du Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques (SIEJ) de l'Université Saint-Louis

5.2.3. Mandats exercés auprès de maisons d'édition et de revues

- Membre du conseil de rédaction de la *Revue belge de sécurité sociale/Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*
- Membre du comité de rédaction de la *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*
- Membre du comité de rédaction de la *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*
- Membre du comité éditorial de *Droit et société*
- Membre du comité de lecture de la collection « Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale » des éditions la Chartre

5.2.4. Missions d'expert et rapports de recherche appliquée

1. Coordinateur du volet juridique et légistique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute sur le développement d'une assurance autonomie à Bruxelles, dans le cadre d'un marché public de services pour le compte de la Commission communautaire commune, entre avril 2018 et février 2019
2. Coordinateur et co-auteur, avec Lucien Rigaux (chercheur principal), du volet juridique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute sur la « Semaine de quatre jours : étude économique, juridique et organisationnelle, couplée à un projet de recherche-action », dans le cadre d'un marché public de services pour le compte du Service public régional de Bruxelles (direction générale Bruxelles Economie et Emploi), entre mars et décembre 2017
Rapport final : avec L. RIGAUX, M. FONTAINE, R. PLASMAN, I. TOJEROW, E. MARTINEZ, T. HAUSMANN, C. VANROELEN et B. JANSSENS, *Etude économique et juridique de la faisabilité d'une réduction du temps de travail en Région de Bruxelles-Capitale et recherche-action à Bruxelles-Propreté*, Bruxelles, Brussels Studies Institute, 2017, 273 p. (prise en charge de la partie « Etude de la faisabilité juridique

d'une réduction du temps de travail des personnes peu ou non qualifiées en Région de Bruxelles-Capitale », p. 30 à 136).

3. Rédaction, avec Lucien Rigaux (chercheur principal), d'un avant-projet d'ordonnance, exposé des motifs et commentaire des articles compris, relative à l'aide aux personnes sans-abri en région bruxelloise, dans le cadre d'un marché public de services juridiques pour le compte de la Commission communautaire commune, entre juillet 2016 et octobre 2017, en concertation avec les cabinets ministériels en charge de l'Aide aux personnes et les acteurs de terrain

Texte final : avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans-abri (devenu, après modifications, *Doc. parl.*, parlement bruxellois, 2017-2018, n° B/109).

4. Recherche, en collaboration avec Emmanuel Slautsky, sur les conditions de possibilité de la constitution d'un seul service public francophone de la formation professionnelle à Bruxelles, dans le cadre d'un marché public de services juridiques pour le compte de Bruxelles Formation, entre août et septembre 2017

Rapport final : avec la collaboration de E. SLAUTSKY, *Etude de la faisabilité juridique d'une rationalisation du paysage bruxellois francophone de la formation professionnelle*, Bruxelles, Centre de droit public de l'ULB, 2017, 30 p.

5. Membre du groupe d'experts chargé par Actiris de formuler un avis quant à l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de l'organisme relatif à la période 2013-2017 et des recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion portant sur la période 2017-2021, entre septembre 2016 et janvier 2017

Rapport final : avec A. BINGEN, E. CORIJN, J. DEGADT, A. GANGJI, N. SCHERER et L. STRUYVEN, *Avis sur l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion d'Actiris 2013-2017 et recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion 2017-2021*, Bruxelles, 2017, 46 p.

Egalement en néerlandais : *Advies inzake de evaluatie van de uitvoering van het*

beheerscontract van Actiris 2013-2017 en aanbevelingen met het oog op de opmaak van het beheerscontract 2017-2021, Brussel, 2017, 45 p.

6. Membre du groupe d'experts chargé par Bruxelles Formation de formuler un avis quant à l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de l'organisme relatif à la période 2012-2016 et des recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion portant sur la période 2017-2021, entre août et octobre 2016

Rapport final : avec M. DEJEMEPPE et M. ZUNE, *Avis sur l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de Bruxelles Formation 2012-2016 et recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion 2017-2021*, Bruxelles, 2016, 35 p.

7. Coordinateur et co-auteur, avec Emmanuel Slautsky et Vanessa De Greef, du volet juridique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute sur la faisabilité d'une assurance autonomie bruxelloise, dans le cadre d'un marché public de services pour le compte de l'Observatoire de la santé et du social de Bruxelles, entre janvier et septembre 2016

Rapport final : avec H. DE BROUWER, D. VERTE, R. DE BLANDER, C. MAHIEU, A. VANDENBROUCKE, E. SLAUTSKY, M. DE SPIEGELAERE et V. DE GREEF, *Vers une assurance autonomie bruxelloise*, Bruxelles, Brussels Studies Institute, 2016, 116 p., www.ccc-ggc.brussels/sites/default/files/documents/graphics/rapports-externes/aarapport-assur-autonomie-cocom_fr-def.pdf.

Egalement en néerlandais : *Naar een Brusselse zelfstandigheidsverzekering*, Brussel, Brussels Studies Institute, 2016, 117 p., www.ccc-ggc.brussels/sites/default/files/documents/graphics/rapports-externes/aarapport-zelfstandig-verz-cocom_nl-def.pdf.

8. Membre du groupe d'experts en matière d'emploi et de formation institué par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, entre janvier et juin 2014

Rapport final : avec D. CARLIER, M. GERARD, D. JACOBS, F. LEROY, P.-P. MAETER, R. PLASMAN et B. VAN DER LINDEN, *Réforme de l'Etat. Transfert de compétences en matière d'emploi et de formation professionnelle*, Bruxelles, 2014, 90 p., www.actiris.be/Portals/36/Documents/FR/Rapport_du_Groupe_d'experts_-

[FR.pdf](#).

Egalement en néerlandais : *Staatshervorming. Overheveling van de bevoegdheden werkgelegenheid en opleiding*, Brussel, 2014, 90 p., [www.actiris.be/Portals/36/Documents/NL/Rapport du Groupe d'experts - NL.pdf](http://www.actiris.be/Portals/36/Documents/NL/Rapport_du_Groupe_d'experts_-_NL.pdf).

5.3. Activités de vulgarisation

5.3.1. Interventions dans la presse et articles de vulgarisation

1. avec E. DERMINE, « Maisons médicales : un pur produit de mai 1968 », interview par A. Hubaut dans le dossier « 1968-2018, 50 ans de contestations », *Le Soir*, 10 et 11 mars 2018.
2. « Un risque pour la légitimité de la Sécu », interview par C. Di Prima dans le débat « Faut-il lier les allocations familiales aux revenus ? », *Le Soir*, 13 septembre 2017.
3. « Mieux vaut donner un logement que de l'argent », interview par C. Di Prima dans le débat « De la télé réalité avec des sans-abri : télé-poubelle ou véritables vertus ? », *Le Soir*, 18 août 2017.
4. « Le fédéral fait payer ses choix aux CPAS », interview par P. De Boeck dans « Les clés de l'actu : les CPAS », *Le Soir*, 17 et 18 juin 2017.
5. avec J.-F. NEVEN et P. VIELLE, « Financement de la sécurité sociale : une 'responsabilisation' en trompe-l'œil », RTBF, 23 janvier 2017, www.rtbf.be/info/opinions/detail_financement-de-la-securite-sociale-une-responsabilisation-en-trompe-l-oeil?id=9510414.
6. avec V. FLOHIMONT et J.-F. NEVEN, « Analyser les données de consommation de tous les Belges pour lutter contre la fraude sociale : une fausse bonne idée ? », *La Libre Belgique*, 1^{er} mars 2016.
7. Interview par J.-F. Pollet dans « Le *social welfare* à l'américaine : un système coûteux et inégalitaire », *Imagine*, n° 112, 2015, p. 28.
8. avec A. BAILLEUX, J.-Y. CARLIER, P. MARTENS et J.-F. NEVEN, « Libre circulation des citoyens européens : du mauvais usage par la Belgique de ses banques de données sociales », *La Libre Belgique*, 5 février 2015.

9. Interview par J. Winkel dans « La Constitution à la rescousse des chômeurs ? », *Alter Echos*, n° 378, 2014, p. 22-23.
10. « Contractualiser la protection sociale pour la rendre plus efficace ? », contribution au site collaboratif de recherche interdisciplinaire sur le droit public *Le droit public existe-t-il ?*, décembre 2007, 8 p., en ligne sur : http://dev.ulb.ac.be/droitpublic/fileadmin/telecharger/theme_3/contributions/DUMONT-3-20071218.pdf.
11. « L'activation des chômeurs devant la Cour de cassation », *Ensemble. Pour la solidarité, contre l'exclusion*, n° 63, 2008, p. 10-11.
12. « 'Activer' les chômeurs : par la sanction ou par l'accompagnement ? », *Le Soir*, 15 juillet 2008, p. 12.

5.3.2. Interventions orales et participation à des émissions radiotélévisées

1. Intervenant à l'issue de la représentation de « C'est quand la délivrance ? » au théâtre Le Public, à Bruxelles, le 23 octobre 2015.
2. Invité dans le cadre de l'émission « Matin Première » de la radio La Première (RTBF) le 15 avril 2015.
3. Participation à un débat sur le thème « Faut-il obliger les chômeurs à faire du bénévolat ? » dans le cadre de l'émission « Le forum de midi » de la radio La Première (RTBF) le 17 octobre 2013.
4. « Qu'est-ce que l'Etat social 'actif' ? », introduction au débat « A quoi sert l'Etat social 'actif' ? » organisé par Etopia à Bruxelles le 5 mars 2009.

VI. Responsabilités logistiques

6.1. Organisation de manifestations scientifiques

1. Co-organisation, avec Jean-Benoît Maisin, Pierre-Olivier de Broux, Auriane Lamine et Pierre-Paul Van Gehuchten, d'une journée d'études sur le thème « Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants » au Conseil économique et social européen, le 28 mars 2018, sous l'égide du Centre interdisciplinaire de recherche en droit

constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis, du Centre de recherche interdisciplinaire droit, entreprise et société (CRIDES) de l'Université catholique de Louvain et du Centre de droit public de l'ULB.

2. Co-organisation, avec Julie Ringelheim, Antoine Bailleux, Edoardo Traversa et Yannick Vanderborght, d'un cycle de séminaires sur le thème « Lutte contre les inégalités : quel rôle pour l'Union européenne ? » à l'Université Saint-Louis, entre février et mai 2018.
3. Co-organisation, avec Elise Dermine, d'un séminaire sur le thème « Le rôle des juges sociaux au sein des juridictions du travail », à l'occasion de la venue à la Maison des sciences humaines de l'ULB d'Hélène Michel, le 20 mars 2018, sous l'égide du Centre de droit public de l'ULB.
4. Co-organisation, avec Elise Dermine, d'un séminaire sur le thème « Mobiliser le genre dans nos enseignements du droit : et pourquoi pas ? », à l'occasion de la venue à la Maison des sciences humaines de l'ULB de Diane Roman, le 28 février 2018, sous l'égide du Centre de droit public de l'ULB.
5. Co-organisation, avec Elise Dermine et Emmanuel Slautsky, d'une après-midi d'études sur le thème « Marchés publics et dumping social » à l'ULB, le 29 novembre 2017, sous l'égide du Centre de droit public de l'ULB.
6. Co-organisation, avec Carla Nagels, Charles-Eric Clesse, Pierre Van der Vorst, Guido Van Limberghen et Kristof Salomez, d'une après-midi d'études sur « Le nouveau paysage des inspections sociales/De sociale inspectiediensten herschikt » à l'ULB, le 19 mai 2017, sous l'égide du Centre de recherches criminologiques et du Centre de droit public de l'ULB et du Vakgroep Publiekrecht de la Vrije Universiteit Brussel.
7. Organisation d'un recyclage intitulé « Questions transversales en matière de sécurité sociale » à l'ULB, le 24 avril 2017, sous l'égide du barreau de Bruxelles, de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB et de la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis (UB³).
8. Co-organisation, avec Filip Dorssemont, de la biennale du droit social 2016 sur le thème « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille » au Palais des Académies, à Bruxelles, le 21 octobre 2016, sous l'égide de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS).
9. Co-organisation, avec Filip Dorssemont, d'un séminaire sur le thème « Aux sources du

droit social/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen » au Conseil national du travail, à Bruxelles, le 10 mai 2016, sous l'égide de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS).

10. Co-organisation, avec Pierre-Paul Van Gehuchten, d'un recyclage intitulé « Actualités en matière de bien-être au travail » à l'Université Saint-Louis, le 17 novembre 2014, sous l'égide du barreau de Bruxelles, de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB et de la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis (UB³).
11. Co-organisation, avec Elise Dermine, Filip Dorssemont et Pascale Vielle, d'un colloque international intitulé « Activation Policies for the Unemployed, Right to Work and Freedom of Work » au European Trade Union Institute, à Bruxelles, le 15 mars 2013, sous l'égide du Centre interdisciplinaire de recherche travail, économie et société (CIRTES) de l'Université catholique de Louvain et du Centre de droit public de l'ULB.
12. Co-organisation, avec Bea Cantillon et Willy van Eeckhoutte, d'un séminaire sur la communautarisation des allocations familiales à Bruges, les 21 et 22 septembre 2012, sous l'égide de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS).

6.2. Participation à l'administration de l'ULB

Charges actuelles :

- Depuis 2012, membre de la commission de la recherche de la Faculté de droit et de criminologie
- Depuis 2013, membre de la commission de l'enseignement de la Faculté de droit et de criminologie
- Depuis 2013, membre suppléant de la commission électorale de l'université
- Depuis 2014, président de la coordination pédagogique en droit social
- Depuis 2015, responsable scientifique des stages en droit social
- Depuis 2015, président de la commission facultaire des doctorats en sciences juridiques
- Depuis 2015, membre de la commission de recours de la Faculté de philosophie et sciences sociales
- Depuis 2016, *compliance officer* du fonds de pension de l'ULB
- Depuis 2017, directeur et président du jury du master de spécialisation en droit social

Charges antérieures :

- De 2013 à 2015, secrétaire du jury de la deuxième année du master en droit
- En 2014, président de la commission de la recherche de la Faculté de droit et de criminologie et représentant de la Faculté au sein de l'école doctorale en sciences juridiques de la Communauté française
- De 2013 à 2017, directeur adjoint du master de spécialisation en droit social

VII. Autres informations utiles

7.1. Expérience professionnelle antérieure

- Stages au département de droit administratif du cabinet d'avocats NautaDutilh, à Bruxelles, sous la direction de Me François Tulkens, en juillet 2004, juillet 2005 et juillet 2006.

7.2. Formations complémentaires

- Formations à la Croix-Rouge : brevet européen de premiers secours, diplôme de secouriste et diplôme d'équipier.

7.3. Engagements divers

- Responsable de la commission « Enseignement » du Centre d'action universitaire (C.A.U.) de l'Université Saint-Louis durant l'année académique 2001-2002.
- Volontaire à la Croix-Rouge entre 1999 et 2002.

30 juin 2018